

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Établi en application du Code de la Commande Publique

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

Université de Strasbourg
Direction des Finances - Département Achat Marchés
Institut Le Bel
4 rue Blaise Pascal
CS 90032
67081 STRASBOURG Cedex
<http://www.unistra.fr/>

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
<u>1.1 - Objet du contrat</u>	4
<u>1.2 - Décomposition du contrat</u>	5
<u>1.3 - Type d'accord-cadre</u>	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4 - Protection des données à caractère personnel.....	6
<u>4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel</u>	6
<u>4.2 - Obligations du titulaire</u>	6
<u>4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire</u>	7
<u>4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées</u>	7
<u>4.2.3 - Exercice des droits des personnes</u>	7
<u>4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel</u>	8
<u>4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations</u>	8
<u>4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel</u>	8
<u>4.2.7 - Sort des données</u>	8
<u>4.2.8 - Délégué à la protection des données</u>	9
<u>4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement</u>	9
<u>4.2.10 - Documentation</u>	9
<u>4.3 - Obligations de l'acheteur</u>	9
<u>4.4 - Pénalités</u>	9
5 - Durée et délais d'exécution	10
<u>5.1 - Durée du marché</u>	10
<u>5.2 - Délais d'exécution</u>	10
6 - Prix	11
<u>6.1 - Prix</u>	11
7 - Garanties Financières	12
8 - Avance	12
<u>8.1 - Conditions de versement et de remboursement</u>	12
<u>8.2 - Garanties financières de l'avance</u>	13
9 - Modalités de règlement des comptes	13
<u>9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs</u>	13
<u>9.2 - Présentation des demandes de paiement</u>	13
<u>9.3 - Délai global de paiement</u>	14
<u>9.5 - Paiement des sous-traitants</u>	14
<u>9.6 - Paiement des cotraitants</u>	15
10 - Conditions d'exécution des prestations	15
11 - Constatation de l'exécution des prestations	16
<u>11.1 - Vérifications</u>	16

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

11.2 – Décision après vérification	16
12 – Clauses de réexamen et modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	16
12.1 – Clause de réexamen.....	16
12.2 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles	17
13 – Garantie des prestations	18
13.1 Garanties légales	18
13.2 – Garantie contractuelle.....	18
14 – Pénalités.....	19
14.1 Pénalités de retard.....	19
14.2 Pénalités pour travail dissimulé	20
14.3 Pénalités pour méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données personnelles	20
14.4 Plafonnement des pénalités	20
15 – Assurances.....	20
16 – Résiliation du contrat	21
16.1 – Conditions de résiliation	21
16.2 – Redressement ou liquidation judiciaire.....	21
17 – Règlement des litiges et langues	22
18 – Clauses complémentaires	23
18.1- Défaillance du titulaire	23
18.2 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail - Protection de l'environnement.....	23
18.3 – Changement de dénomination sociale du titulaire	23
18.4- Changements affectant le titulaire	23
18.5 – Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat	23
18.6 – Clause séparatisme.....	23
19 – Dérogations.....	24

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Établi en application du Code de la Commande Publique (CCP)

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières concernent :

Le lot 2 « acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE » de l'appel d'offres ouvert « Acquisition d'instrumentation scientifique pour le laboratoire ICUBE »

Le présent marché a pour objet : la fourniture et la livraison d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement, une alimentation sur mesure compatible avec les deux équipements précités, et d'un Gaussmètre Hall et d'une sonde de Hall associé pour le laboratoire ICUBE de l'Université de Strasbourg.

Dans le cadre du présent marché, les prestations obligatoires comprennent :

	<i>Désignation</i>	<i>Description</i>	<i>Prestations</i>
01	Demi électro-aimant	Il s'agit d'un demi électro-aimant sur mesure adapté aux équipements dont dispose déjà le laboratoire ICUBE. Les éléments accessoires constitutifs de son environnement sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières.	<ul style="list-style-type: none">- Acquisition- Livraison- Garantie de trois (3) ans
02	Paire de bobines de Helmholtz	Il s'agit d'une paire de bobines de Helmholtz adapté aux équipements dont dispose déjà le laboratoire ICUBE. Les éléments accessoires constitutifs de son environnement sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières.	<ul style="list-style-type: none">- Acquisition- Livraison- Garantie de trois (3) ans
03	Alimentation sur mesure	Il s'agit d'une alimentation 150 A/10 V qui doit être compatible avec le demi électro-aimant et la paire de bobines de Helmholtz précités.	<ul style="list-style-type: none">- Acquisition- Livraison- Garantie de trois (3) ans

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

04	Gaussmètre Hall et sonde de Hall associée	Il s'agit de deux équipements de nature à fabriquer un appareil d'analyse du champ magnétique produit par le demi électro-aimant et la paire de bobines précités.	<ul style="list-style-type: none">- Acquisition- Livraison- Garantie d'un (1) ans pour chacun des éléments
----	---	---	--

Lieu d'exécution :

**Laboratoire ICube – UMR 7357 (Université de Strasbourg/CNRS)
Campus de Cronenbourg - Bâtiment 28
67037
23 Rue du Loess
67037 STRASBOURG CEDEX**

1.2 - Décomposition du contrat

Il s'agit du lot 2 d'un appel d'offres ouvert global relatif au projet Précession conduit par le laboratoire ICUBE.

1.3 - Type d'accord-cadre

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. L'offre technique et financière du titulaire composée :
 - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ;
 - Le Cadre de Réponse Technique (CRT) ;
 - Tout document ou fiche technique des équipements et accessoires associés ;
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du contrat.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les locaux de l'université font foi.

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et son personnel ainsi que ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils pourraient avoir connaissance en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Les supports (fichiers ou documents) transmis ou mis à disposition du prestataire dans le cadre de la prestation sont confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas, ni être utilisés pour un autre usage que celui de la réalisation des prestations, ni transmis à des tiers et devront être restitués à l'administration à sa demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à consulter préalablement l'administration par écrit avant toute utilisation commerciale de la signature de l'accord-cadre et de toutes les pièces et éléments d'information prévus au contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat, à savoir :

- Nom et prénom de l'agent concerné par le traitement ;
- Ses coordonnées professionnelles (adresse postale professionnelle, courriel et numéro de téléphone).

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union Européenne ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le titulaire fournira la liste des prestataires auxquels il fait appel en précisant le pays du siège social de chacun, ainsi que le pays d'hébergement des solutions techniques (serveurs, applications, etc). Il indiquera également si des clauses de sous-traitance conformes à l'article 28 du RGPD ont été signées avec ces prestataires.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@unistra.fr.

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à cert-osiris@unistra.fr et dpo@unistra.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

4.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

L'acheteur a désigné un délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@unistra.fr

4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel" ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

4.4 – Pénalités

En cas de méconnaissance de la réglementation, les pénalités prévues à l'article 13.5 du CCAP s'appliquent.

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du marché

Le marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Le marché est conclu pour une **période allant de sa date de notification jusqu'au terme des garanties de l'ensemble des équipements sur lesquels s'est engagé le titulaire dans le Cadre de Réponse Technique.**

Le marché ne fera pas l'objet de renouvellement.

Les durées minimales de garanties se décomposent comme suit :

<u>Equipement</u>	<u>Début</u>
Demi-électro aimant sur mesure	3 ans à compter de l'admission de l'équipement
Paire de bobines de Helmholtz	3 ans à compter de l'admission de l'équipement
Alimentation sur mesure	3 ans à compter de l'admission de l'équipement
Gaussmètre Hall	1 an à compter de l'admission de l'équipement
Sonde de Hall associée	1 an à compter de l'admission de l'équipement

5.2 – Délais d'exécution

5.2.1. – Délais d'exécution

Le délai maximum de livraison est de **dix-sept (17) semaines** à compter de la date de notification du marché.

Tout délai inférieur fera l'objet d'une valorisation dans l'analyse de l'offre, comme stipulé aux articles C et D du CCTP.

Au-delà des délais contractuels d'exécution, des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire, en application des stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

5.2.2. Délais de garantie

Pour rappel, les durées minimales de garantie sont fixées comme suit :

<u>Equipement</u>	<u>Garantie</u>
Demi-électro aimant sur mesure	3 ans
Paire de bobines de Helmholtz	3 ans

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

Alimentation sur mesure	3 ans
Gaussmètre Hall	1 an
Sonde de Hall associée	1 an

Le délai de garantie court à compter de l'admission de l'équipement par le pouvoir adjudicateur.

En cas de panne ou de dysfonctionnement du matériel ne nécessitant pas d'intervention sur site, le titulaire dispose d'un délai maximum de **3 jours ouvrés** à compter du signalement du laboratoire ICube pour remettre l'appareil en état de fonctionnement. Le signalement du laboratoire ICube peut être effectué par téléphone mais doit obligatoirement être confirmé par courrier électronique.

Si la panne ou le dysfonctionnement du matériel nécessite une intervention sur site, celle-ci doit être effectuée dans un délai maximum de **5 jours ouvrés** à compter de la demande d'intervention, laquelle peut être effectuée par téléphone mais doit obligatoirement être confirmée par courrier électronique. A minima, un diagnostic devra être établi dans ce délai.

Si le problème n'est pas résolu lors de la première intervention, le titulaire dispose d'un délai maximum de **15 jours ouvrés** suivant l'intervention sur site pour remettre le matériel en bon état de fonctionnement.

Dans le cadre de la garantie, la période d'intervention est la suivante :

Du lundi au vendredi, de 8h00 à 17h00 (hors jours fériés).

En cas de retard dans la garantie, des pénalités prévues à l'article 14.1 du CCAP peuvent s'appliquer.

5.2.3 – Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 – Prix

6.1 – Caractéristiques des prix applicables

Les prestations sont réglées par application d'un **prix global forfaitaire** selon les stipulations de la DPGF et de l'acte d'engagement.

Le prix forfaitaire inclut l'ensemble des frais relatifs à l'exécution à savoir le coût total de la prestation comprenant :

- L'acquisition de l'équipement ;
- La livraison de l'équipement ;
- Les garanties de chaque équipement.

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prestations relatives à la garantie sont payables, terme à échoir **dans leur totalité**, lors de l'admission de l'équipement.

6.2 – Modalités de variation des prix (partie forfaitaire)

Le prix global forfaitaire est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Le prix global forfaitaire du marché est **ferme et non actualisable**.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

des membres. À défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

La facturation intervient dans sa totalité à l'admission des prestations.

Les fournisseurs émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs ont l'obligation d'utiliser la facturation électronique.

Une solution technique mutualisée, dénommée « Chorus Portail Pro 2017 » (CPP), permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mise à disposition des fournisseurs gratuitement. Ce portail électronique mutualisé est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le numéro SIRET de l'université (130 005 457 00010) est nécessaire, ainsi que le numéro d'engagement financier SIFAC ou le numéro du bon de commande transmis au titulaire du contrat par le/les service(s) ou composante(s) à l'origine de la commande.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un **délai global de 30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

9.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose de 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

Le paiement de sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

9.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf, par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS, stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

En matière de facturation électronique et par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-FCS, chaque cotraitant admis au paiement direct est autorisé à transmettre sur Chorus Pro sa demande de paiement, laquelle doit faire l'objet d'une validation du mandataire du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Les conditions et modalités d'exécution des prestations sont définies dans le CCTP.

Lieu d'exécution :

**Laboratoire ICube – UMR 7357 (Université de Strasbourg/CNRS)
Campus de Cronembourg - Bâtiment 28
23 Rue du Loess
67037 STRASBOURG**

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

La livraison est assurée par le fournisseur par tout moyen à sa convenance. Si le titulaire fait appel à un transporteur pour effectuer les livraisons pour son compte, il est tenu de prendre toutes les dispositions utiles pour que le lieu, les modalités et les délais de livraison soient respectés.

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

11 – Constatation de l'exécution des prestations

11.1 – Vérifications

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification, lesquelles peuvent être effectuées hors présence du titulaire.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simple sont effectuées au moment même de la livraison (examen sommaire), conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Conformément aux alinéas 2 et 3 de l'article 28.2 du CCAG-FCS, l'Université procédera à une vérification approfondie de l'équipement **à compter de sa livraison**. Elle consiste pour l'acheteur à vérifier que pour le courant annoncé, les mesures de champ magnétique, réalisées avec la sonde fournie, correspondent aux valeurs attendues dans le CCTP. La vérification suppose la mise en place des équipements et une période de tests de plusieurs jours. Un délai de trente (30) jours à compter de la livraison sera laissé à l'Université pour procéder à la vérification et pour notifier sa décision au titulaire. Passé ce délai, la décision d'admission de l'équipement est réputée acquise.

11.2 – Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 – Clauses de réexamen et modifications financières pour circonstances imprévisibles

12.1 – Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, des modifications au contrat pourront être apportées en cours d'exécution.

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

En cas de circonstances exceptionnelles (guerre, épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure...), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- de suspendre et/ou annuler tout ou partie des prestations objet du marché ;
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché ;
- d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés à la crise sanitaire.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...) mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'université en vue de limiter voire de prévenir la propagation de la situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

Sauf dispositions réglementaires et législatives spécifiques, les stipulations suivantes s'appliquent : En cas d'annulation d'un bon de commande voire de la résiliation d'un marché subséquent ou de l'accord-cadre du fait de la situation exceptionnelle, le titulaire ne pourra prétendre qu'à la seule indemnisation des dépenses qu'il aura dû spécifiquement engager en vue de l'exécution des prestations annulées. Le cas échéant, le titulaire devra apporter la preuve de la dépense et en justifier le montant.

12.2 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

La transmission de cette demande s'effectue par le titulaire au pouvoir adjudicateur par courrier électronique, au Département des Achats et des Marchés de l'Université (dam@unistra.fr).

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

Dans l'avenant conclu sur le fondement du présent article, le pouvoir adjudicateur sera libre de déterminer ou non, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire détermineraient le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excédait le montant des pertes, le titulaire serait alors redevable de la différence. Le montant correspondant serait alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

13 - Garantie des prestations

13.1 Garanties légales

Les garanties légales telles que définies aux articles 1641 et suivants du Code civil (vices cachés), 1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L.421-1, L.421-3 et L.421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent contrat.

13.2 - Garantie contractuelle

L'intégralité du matériel objet du marché est garanti conformément aux durées indiquées dans le tableau ci-dessous à compter du jour de l'admission des équipements :

<u>Equipement</u>	<u>Garantie</u>
Demi-électro aimant sur mesure	3 ans
Paire de bobines de Helmholtz	3 ans
Alimentation sur mesure	3 ans
Gaussmètre Hall	1 an
Sonde de Hall associée	1 an

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais tout ou partie du matériel qui serait reconnu défectueux dans les délais indiqués à l'article 5.2 du présent CCAP.

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

Le contenu de la garantie, ainsi que les éléments faisant éventuellement l'objet d'une exclusion de cette garantie devront être précisés dans le cadre de réponse technique (CRT).

A minima la garantie inclut les matériels. Elle couvre l'ensemble des frais : pièces détachées, main d'œuvre, déplacement/intervention sur site, hébergement sur site du réparateur, conditionnement, emballage et transport.

Le titulaire du marché assurera un service après-vente et mettra à disposition du laboratoire un support technique, permettant une assistance par téléphone et par mail.

14 – Pénalités

Il est à noter que les pénalités appliquées n'annulent pas la possibilité de recours devant les autorités de contrôles (sanitaire, patronal, autres organismes judiciaires, etc.).

14.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAF-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Objet de la pénalité de retard	Délai maximum ou date limite	Montant de la pénalité
Pénalités en cas de retard sur les délais de livraison	Délai contractuel exprimé par le titulaire dans le CRT dans un maximum de : 28 semaines	Entre 1 à 10 jours calendaires de retard : 100 € HT/jour A partir du 11 ^e jour de retard : 200 € HT/jour
Retard de remise en état de fonctionnement dans le cadre de la garantie	<ul style="list-style-type: none">- Délai contractuel exprimé par le titulaire dans un maximum de 3 jours à compter du signalement en l'absence de nécessité d'intervention sur site- Délai contractuel exprimé par le titulaire dans un maximum de 5 jours suivant la demande d'intervention initiale si intervention sur site nécessaire- Délai contractuel exprimé par le titulaire dans un maximum de 15 jours suivant la première intervention si elle n'a pas permis la remise en fonctionnement	P=100 € HT/jour de retard

Lorsque le pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités, le titulaire est invité, par écrit, à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. Passé ce délai ou en cas de justifications non recevables par l'Université, les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable.

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

14.2 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 Pénalités pour méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données personnelles

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 €, par manquement constaté. A noter que les parties devront coopérer pour parvenir à une remise en conformité, en accord avec le responsable du traitement. Si le manquement perdure, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

14.4 Plafonnement des pénalités

Les pénalités énoncées ci-dessus sont cumulables. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant cumulé des pénalités est plafonné à 20 % du montant de la DPGF.

15 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le titulaire devra donc fournir les attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'attestation d'assurance doit notamment préciser :

- le nom de la compagnie ;
- les risques couverts ;
- la date d'expiration des garanties prévues au contrat ;
- le numéro des polices ;
- les plafonds de garantie.

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

La production de ces attestations doit être renouvelée périodiquement de manière à justifier la couverture du titulaire pendant toute la durée du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur et par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne percevra aucune indemnité forfaitaire au titre du paragraphe 1 dudit article.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si,

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr .

Tél. : 03 88 21 23 23.

Fax : 03 88 36 44 66.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics, Préfecture de Meurthe-Et-Moselle : 1 rue du Préfet Claude Erignac co60031, 54038 Nancy Cedex.

Tél. : 03 83 34 25 62.

Fax : 03 83 34 22 24.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr .

Tél. : 03 88 21 23 23.

Fax : 03 88 36 44 66.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

18 - Clauses complémentaires

18.1- Défaillance du titulaire

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du contrat, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement de l'administration, la personne publique est autorisée à faire exécuter les prestations par un tiers. Dans ce cas, l'augmentation éventuelle des dépenses est à la charge du titulaire.

18.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail - Protection de l'environnement

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution de contrat et pendant toute sa durée.

18.3 – Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'administration contractante par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

18.4- Changements affectant le titulaire

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

18.5 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer le Département des Achats et des Marchés de l'université (dam@unistra.fr) dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

18.6 – Clause séparatisme

Lot 2 : Acquisition d'un demi électro-aimant sur mesure, d'une paire de bobines de Helmholtz et leur environnement pour le laboratoire ICUBE

L'article 1er de la loi du 24 août 2021 impose à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, que cette exécution soit confiée directement par la loi, le règlement ou par l'attribution d'un contrat de la commande publique.

Le titulaire du présent contrat, pour autant qu'il lui confie l'exécution d'un service public, doit s'assurer de l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il veille à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces mêmes obligations (par exemple un sous-traitant ou un sous-concessionnaire).

Le respect de ces principes sera contrôlé par tout agent et/ou usager qui signalera à l'acheteur les manquements constatés.

Le cas échéant, une mise en demeure sera adressée au titulaire qui devra prendre toutes mesures adaptées (avertissement, remplacement du personnel...) pour faire cesser les manquements constatés sans délai.

Par dérogation au 41.1 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute du titulaire pourrait être envisagée si le manquement venait à persister.

19 – Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.4 du CCAP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.4 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.3 du CCAP déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.7 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services